

Communiqué du 2 septembre 2024

Emmanuel Macron reçoit aujourd'hui Nicolas Sarkozy, François Hollande, Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand avec l'objectif de former un gouvernement « d'union nationale » qui poursuivra les basses besognes contre les travailleurs et nos acquis.

Ces dernières années -des gilets jaunes à la mobilisation contre le recul de l'âge de départ à la retraite - la colère n'a cessé de s'exprimer malgré la répression. Aujourd'hui, Emmanuel Macron est totalement discrédité. Il a été battu 3 fois aux dernières élections générales ! Mais il continue, malgré cela, à s'accrocher et à dicter sa politique autoritaire et anti-ouvrière, en prenant appui sur les institutions réactionnaires de la Vème République.

Il est discrédité et pourtant il n'en continue pas moins dans son déni de démocratie. Il confirme les 25 milliards de coupe budgétaire à la rentrée contre les services publics et la sécurité sociale pour « lutter » contre le déficit. Il décide la suppression de 1500 postes de médecins internes à l'hôpital public alors que, pendant tout l'été, les personnels hospitaliers ont multiplié les alertes contre la casse des urgences et contre les fermetures de lits. Il confirme la suppression de 500 postes à la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Le Medef se félicite de toutes ces mesures. Il exige qu'il tienne bon (abaissement du coût du travail et accélération des contre-réformes concernant les retraites, chômage etc.)

Contre cette politique, le bureau de l'UD FO 44 réaffirme que la satisfaction immédiate de nos revendications est une urgence absolue :

- ❖ L'augmentation immédiate du SMIC et la réouverture des négociations salariales à tous les niveaux pour la préservation et l'augmentation du pouvoir d'achat.
- ❖ Le blocage des prix de l'énergie, du carburant, des loyers et des produits de première nécessité
- ❖ L'abrogation de la réforme des retraites Macron/Borne et le refus de toute remise en cause des régimes spéciaux de retraite dans la perspective du retour à 60 ans.
- ❖ La défense de la Sécurité Sociale (Assurance Maladie, Assurance Vieillesse, Allocations Familiales...) sur ses bases fondatrices de 1945 financée par les cotisations (salaire différé), le retrait de la logique de l'ONDAM.
- ❖ Le retour à des services publics de qualité sur tout le territoire, notamment la réouverture des urgences de nuit à Ancenis.
- ❖ L'abrogation du « choc des savoirs », de Parcoursup et du SNU.

- ❖ La défense des statuts et des conventions collectives, remis en cause par de multiples réformes (abrogation de la loi El Khomri et des ordonnances Macron de 2017, de la loi de Transformation de la Fonction Publique...).
- ❖ Le retrait définitif des réformes sur l'assurance chômage.
- ❖ Le cessez le feu immédiat en Palestine comme en Ukraine, l'arrêt du génocide à Gaza, l'arrêt des livraisons d'arme.
- ❖ L'abrogation des lois « Séparatisme », « Sécurité Globale » et « Immigration », l'arrêt des mesures répressives et des atteintes au droit syndical

Pour le bureau de l'Union Départementale, l'abus de pouvoir de Macron et le refus de faire aboutir les revendications urgentes des travailleurs sont inacceptables. Cette situation nécessite donc de construire et d'organiser une riposte efficace, dans l'unité syndicale si possible, pour faire aboutir les revendications.

Dans l'immédiat, le bureau de l'UD soutient toutes les actions revendicatives de ses syndicats :

- ❖ Aujourd'hui même dans l'enseignement contre le choc des savoirs et à la Semitan contre la maltraitance sociale et salariale.
- ❖ Mercredi 4 septembre à 10H30 à la préfecture, aux côtés des organisations syndicales de retraités, pour le maintien des domiciles collectifs pour personnes âgées dans le vignoble.
- ❖ Le 9 septembre contre le licenciement de 250 salariés à Saunier Duval (accueil de 10H20 à 15H45 devant l'entreprise).
- ❖ Le 14 septembre à 11H devant le CHU et en direction de la préfecture, pour la création des postes et lits à l'hôpital et dans la santé.

Le bureau de l'UD soutient également les syndicats de base et militants qui s'associent aux initiatives prises par les organisations de jeunesse (Union Etudiante et Syndicat Lycéen) le 7 septembre contre le coup de force d'Emmanuel Macron (Préfecture à 10H30).

Unanimité des membres du bureau et militants (30 présents)